Le PARDEM installe son université d'automne à La Rochelle

Le 20-10-2019

Télécharger ou imprimer au format PDF

Parti de la démondialisation PARDEM
SOUVERAINETÉ NATIONALE - JUSTICE SOCIALE - COOPÉRATION INTERNATIONALE

Communiqué de presse
www.pardem.org

Le 21 octobre 2019

Le PARDEM installe son université d'automne à La Rochelle du 9 au 11 novembre 2019

3 jours d'interventions et de débats en lien avec la situation sociale et politique, française et internationale

Constitution, place du citoyen, rôle des partis politiques, recours au référendum, vote blanc, proportionnelle ? Démocratie directe ? Nouveau régime politique ? Gilets jaunes et après ? Nature et rôle de l'Union européenne, Réformes de la fonction publique, RIP pour un référendum sur la privatisation d'ADP, Brexit... Avec notamment des intervenants venus de différents pays européens et des Gilets jaunes.

LA CONFERENCE DE PRESSE :

Vendredi 8 novembre, à 16h30 : Résidence La Fayette, avenue de Bourgogne, La Rochelle

LE PROGRAMME :

SAMEDI 9 NOVEMBRE
Journée Internationale

• 8h30 : ouverture de l'accueil
9h00 - 9h30 **Mots d'accueil, organisation, programme**

• 9h30-12h30 **Table ronde : L'UE après les élections européennes**
On nous avait annoncé un raz-de-marée des nationalistes, populistes, anti-européens. On a eu l'effondrement de la gauche radicale, l'affaiblissement de la droite et des sociaux-démocrates, une poussée

des Verts et des libéraux. Rien de révolutionnaire… A la suite de ces élections, quels sont les enjeux de pouvoir au sein de l'Union européenne ? Quels sont les rapports de force au sein des pays ? Quelles perspectives pour les classes populaires ?

- Intervenants : Joël Perichaud (Pardem, France), Moreno Pasquellini (P101, Italie), Dimitris Kazakis (EPAM, Grèce), (Salir del euro, Espagne), Brian Denny (Trade Unionists Against the EU, Royaume-Uni), Anthony Coughlan (Irlande), une représentante du Brexit Party.

• 12h30- 13h45 **Repas**

• 14h 15h30 **Focus sur l'Espagne**

Le PSOE est arrivé en tête des élections législatives, Podemos est en déconfiture, la droite toilettée (Ciudadanos, PP) et les franquistes (Vox) relèvent la tête.

- Intervenants : Salir del euro.

• 15h45-17h15 **Focus sur l'Italie.**

Les forces européistes ont repris la main en Italie. La nouvelle coalition gouvernementale Parti démocrate (PD) / Mouvement 5 étoiles (M5S), sans avoir été élue, est entièrement aux ordres de l'UE. La Lega de Salvini qui est, électoralement, la première force politique italienne, est-elle leader de l'opposition ?

- Intervenants : P101.

• 17h45-19h15 **Focus sur la Grèce**

Tsipras, et Syriza, ont payé le prix de leur politique austéritaire et ont entraîné avec eux toute la gauche radicale. L'ex parti au pouvoir, Nouvelle démocratie (ND), chassé en2013 à cause de ses politiques d'austérité, est revenu aux commandes de l'État.... Quelle perspective pour la population écrasée sous l'austérité imposée par l'UE, Tsipras et Mitsotakis?

- Intervenants : EPAM,

• 20h00 **Repas**

• 21h15-22h45 **Focus sur le Royaume-Uni**

La presse « main stream » a théâtralisé le Brexit en oubliant, volontairement, l'acteur principal : le peuple. Comprendre les ressorts, les impasses et les perspectives ouvertes par le Brexit, pour les peuples de Grande-Bretagne et d'Irlande et en tirer les leçons est une nécessité pour tous les peuples des pays de l'UE. Le nouveau Premier ministre, Boris Johnson, déclare sans cesse que la Grande-Bretagne sortira de l'Union européenne le 31 octobre 2019. Tiendra-t-il sa promesse ?

- Intervenants : Brian Denny de Trade Unionists Against the EU (GB) et Anthony Coughlan (Irlande).

DIMANCHE 10 NOVEMBRE

Journée Démocratie

• 9h00-12h00 **Le mouvement des Gilets jaunes, et maintenant ?**

Pour tenter de caractériser le mouvement des Gilets jaunes on a beaucoup parlé de 1788. Un an après, qu'en est-il du mouvement et de ses revendications ? Quelles perspectives à la révolte ?

- Intervenants : Serge Marquis (Gilet jaune 94), Véronique Rouillé (Gilet jaune 14), un membre du M17, Annie Depret (Gilets jaunes 78), Romain Migus (sociologue, écrivain et journaliste), Joël Perichaud (Pardem)

• 12h00-13h15 **Repas**

• 13h30-15h00 **Les impensés de notre constitution dans la crise démocratique actuelle pour une Constitution anti-oligarchique !**

La Constitution française (dont le président de la République a célébré les 60 ans le 4 octobre 2018), a subi un certain nombre d'arrangements pour faire face à l'essor du pouvoir administratif, de l'Union européenne et de la mondialisation, du pouvoir local et du pouvoir privé. Depuis les années 80, de profondes mutations juridiques, concrétisant par le droit les conceptions néolibérales, ont grandement fragilisé notre Constitution, la puissance publique et l'espace de la loi. Si toutes ces évolutions se retrouvent largement dans tous les pays occidentaux, la France possède cependant des spécificités dans cette « néolibéralisation » du droit. Le droit comparé, qui est une des spécialités de Thomas Perroud, apportera un éclairage précieux sur les voies particulières empruntées par notre droit national.

- Intervenant : Thomas Perroud, professeur de droit public à l'Université Panthéon-Assas (Paris II), spécialiste de droit public comparé.

• 15h15-17h30 **Une nouvelle dynamique populaire constituante**

Notre pays, comme plusieurs autres au sein de l'Union européenne, connaît une crise systémique. De multiples crises s'imbriquent en effet entre elles - économique, sociale, politique, démocratique, environnementale - interdisant désormais de prétendre résoudre chaque crise indépendamment des autres. C'est tout le système qui est en crise, c'est donc tout le système qu'il faut changer. Quel système ? Celui du capitalisme néolibéral. Sa caractéristique principale est d'avoir réussi à priver le peuple de son pouvoir souverain par la dévitalisation de la démocratie. Les exemples sont innombrables : les firmes multinationales se substituent peu à peu aux pouvoirs publics en édictant elles-mêmes des normes fiscales, sociales, environnementales ou techniques à leur avantage ; l'intelligence artificielle menace d'être utilisée à grande échelle pour prendre des décisions hors de tout contrôle humain ; les tribunaux d'arbitrage s'organisent entre copains et coquins... Mais le plus emblématique de cette élimination de la démocratie est la ratification par la France de traités internationaux privant le peuple de son pouvoir souverain. Parmi ceux-ci, le traité de Lisbonne est le plus emblématique. La démocratie, c'est la faculté que le peuple se donne de débattre de tout et de mettre en place les institutions qui établiront sa souveraineté effective et pérenne, sans tutelle d'aucune sorte. C'est pourquoi le moment est venu de poser le débat en ces termes et de s'interroger sur la reconstruction de nos institutions, de notre Etat, de notre démocratie, pour les mettre au service du peuple. Nous appelons cette démarche la Dynamique populaire constituante.

- Intervenant : Jacques Nikonoff.

• 18h00-19h45 **Démocratie directe**.

La « crise de légitimité » des partis politiques et des élus - surtout nationaux - remet en cause le système représentatif libéral. La démocratie directe et le RIC sont revendiqués. De quoi parle-t-on exactement ?

- Intervenants : Jean-Michel Toulouse, Yves Rouillé.

• 20h00 **Repas.**

• 21h00-22h30 **Les partis noyés avec l'eau du bain ?**

Les résultats des élections européennes ont confirmé la fin du clivage gauche/droite et la décomposition des partis « classiques » qui ont alterné à la tête du pays depuis des décennies. Le mouvement des Gilets jaunes a confirmé la défiance envers les partis politiques. Mais faut-il pour autant jeter la forme parti avec l'eau du bain ?

Les intervenants reviendront sur l'histoire de la création des partis politiques, leur rôle et leurs dérives et sur les nécessaires (r)évolutions à penser et à mettre en œuvre pour établir un système réellement démocratique articulant pleinement place du citoyen, organisation collective, Etat, et souveraineté nationale et populaire.
- Intervenants : Michèle Dessenne, Joël Perichaud.

LUNDI 11 NOVEMBRE
Journée Union européenne

• 9h-11h45 **Géopolitique : Le leurre d'une UE « bouclier » contre la Chine, la Russie, les États-Unis**
Un des arguments que nous assènent les européistes est qu'une structure fédérale européenne forte est nécessaire pour faire face aux autres grandes puissances. Les États-Unis ont pourtant été à l'origine de l'UE pour assoir leur hégémonie, la Russie sert d'épouvantail comme aux plus belles heures de la guerre froide, la Chine achète les entreprises qu'elle veut, conquiert des marchés dans le cadre de la concurrence libre et non faussée… Éclairage
- Intervenant : Jacques Nikonoff.

• 12h00 **Repas**

• 13h15-15h15 **Quelle stratégie pour sortir de l'UE, de l'euro, de l'Otan ?**
- Intervenants : Jacques Nikonoff, un membre du M17.

• 16h00-18h00 **Privatisation d'ADP : l'arbre qui cache la forêt**
Comment lier le RIP pour un référendum national et la bataille contre la privatisation d'EDF, des routes nationales, etc. ? Au-delà de la campagne de signatures pour un référendum, revenons sur les privatisations d'hier pour voir comment combattre celles en cours.
France Télécom, La Poste, EDF, GDF, etc. les privatisations se sont multipliées depuis ces dernières décennies. Quels mécanismes ont conduit les gouvernements (de gauche ou de droite) à livrer au privé des biens publics et stratégiques pour la nation ?
- Intervenants : Benoit Martin, Yves Rouillé, Patrick Serres, Michel Quinet.

• 18h30-20h00 **Peut-on imaginer une société sans fonctionnaires ?**
Les gouvernements depuis plusieurs décennies remettent insidieusement en cause les fonctionnaires dans les 3 fonctions publiques (Etat, Territoriale, Hospitalière) : blocage du point d'indice, campagnes de dénigrement, suppressions de poste, recours accru aux contractuels... Le gouvernement actuel est dans la même ligne qui s'attaque au statut, avec à terme la disparition des fonctionnaires. Il entend gérer les administrations et les services publics comme des entreprises voire à les privatiser.
Que serait une société où les services publics et les administrations seraient considérés comme des entreprises, où le statut des fonctionnaires disparaîtrait ?
- Intervenants : Benoît Martin, Michèle Dessenne, Jean-Michel Toulouse.

Contact presse *:*
contact-presse@pardem.org

Michèle Dessenne 06 42 82 89 73

Opens in a new window Opens in a new window

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire